

## Barrage d'Ilisu: feu vert aux sociétés suisses

Le Conseil fédéral a octroyé ce matin à quatre entreprises suisses l'assurance contre les risques à l'exportation pour leurs livraisons et fournitures de services d'ingénierie. Ainsi, Alstom, Colenco, Maggia et Stucky pourront participer à la construction du barrage turc d'Ilisu.

Mercredi 28 mars 2007 10:40

ATS

Quatre entreprises suisses pourront participer à la construction du barrage turc d'Ilisu. Le Conseil fédéral a octroyé mercredi l'assurance définitive contre les risques à l'exportation pour leurs livraisons et fournitures de services d'ingénierie.

### **Marché de 225 millions de francs**

Pour les entreprises Alstom, Colenco, Maggia et Stucky, la centrale hydroélectrique d'Ilisu, située sur le cours inférieur du Tigre, représente un marché de quelque 225 millions de francs. Aux yeux du gouvernement, les effets positifs de leurs prestations et du projet pour l'économie helvétique et le développement économique de la Turquie ont été décisifs.

Avant qu'il ne donne son feu vert définitif, le Conseil fédéral souhaitait toutefois qu'une série de plus de 150 conditions soient remplies par le maître d'ouvrage turc DSI. L'octroi de l'assurance était subordonné à la mise en oeuvre de plusieurs mesures d'accompagnement afin que le chantier soit compatible aux standards de la Banque mondiale.

### **Série de mesures**

Parmi celles-ci figurent la construction de stations d'épuration des eaux dans les villes de Diyarbakir, Siirt et Batman, situées en amont du barrage, et la mise en place de techniques d'irrigation et de fertilisation améliorant la qualité des eaux du lac de retenue et du Tigre.

Un niveau d'eau minimum doit être garanti dans le fleuve afin de protéger la faune, la flore et les riverains, en Turquie comme dans les pays voisins (Syrie et Irak). De nouveaux espaces protégés doivent être créés pour les animaux concernés. Des programmes sanitaires de prévention du sida et de la malaria sont également réclamés.

### **projets à planifier**

Concernant les personnes déplacées, il conviendra d'améliorer leurs conditions de vie ainsi que les infrastructures dans toute la région. Des projets agricoles doivent être planifiés ainsi que des programmes d'instruction et de formation. Des emplois doivent être offerts dans la construction et l'exploitation de la centrale hydroélectrique.

Pour ce qui est des biens culturels, des fouilles devront être faites pour toutes les découvertes pertinentes. Une documentation ethnographique des villages et de leurs habitants devra être élaborée, un musée, un parc culturel et un parc architectural créés.

### **Suivi par des experts**

Selon l'avis des experts et des agences suisse, allemande et autrichienne d'assurance

contre les risques à l'exportation, les 23 premières mesures ont été mises en oeuvre de manière satisfaisante. L'examen a été conduit sur la base de normes internationales appliquées par l'OCDE.

Un comité d'experts indépendant, regroupant des spécialistes nationaux et internationaux, surveillera la mise en oeuvre des mesures lors de la phase ultérieure de construction du barrage. Ils imposeront le cas échéant des corrections.

### **Cité ensevelie**

Le chantier d'Ilisu provoquera le déplacement de plusieurs milliers de personnes et l'ensevelissement d'un site historique, la petite ville de Hasankeyf, cité prospère de l'ancienne Mésopotamie. Le projet est très contesté. L'UBS et des entreprises internationales de construction se sont retirées du projet il y a plus de quatre ans, en raison de ses coûts écologiques et sociaux.

---

### **Barrage d'Ilisu: la Déclaration de Berne fustige le gouvernement**

L'organisation non gouvernementale a critiqué ce matin la décision du Conseil fédéral d'assurer la garantie des risques à l'exportation à quatre sociétés suisses, arguant que la Turquie n'avait jusqu'ici appliqué aucun des standards internationaux.

Mercredi 28 mars 2007 13:17  
ATS

La Déclaration de Berne (DB) critique la décision du Conseil fédéral d'accorder la garantie des risques à l'exportation à quatre entreprises pour la construction du barrage turc d'Ilisu. Selon elle, Ankara n'a jusqu'ici appliqué aucun des standards internationaux.

### **Pression**

Pour la DB, le Conseil fédéral s'est incliné face à la pression exercée par la Turquie et devant les intérêts particuliers des exportateurs suisses. Il offre aussi à Ankara l'accès à des "crédits avantageux" pour réaliser un ouvrage contesté depuis bientôt vingt ans.

Au total quelque 50000 personnes vont perdre leur foyer et leur patrimoine culturel, et faire face à un avenir incertain, poursuit-elle dans un communiqué diffusé mercredi.

### **Standards différents**

La DB se dit aussi "profondément déçue" que la Suisse n'applique pas les standards qui prévalent chez elle et pour lesquels elle s'engage officiellement sur le plan international. En fait partie notamment la consultation des populations concernées dans la planification de barrages.

Dans le cas d'Ilisu, "toutes les décisions se sont prises derrière des portes closes", affirme l'ONG. Quant au catalogue de mesures convenu fin décembre avec Ankara pour l'amélioration du projet, il est toujours tenu secret.

### **Constat**

A première vue, aucune des plus de cent conditions posées n'a encore été réalisée sur

place. En particulier, le terrain manque pour reloger la population, les conditions pour lui assurer un revenu, ainsi que les mesures écologiques.

Enfin, aucun représentant des communautés concernées ou des ONG ne figure dans le comité d'experts chargé de surveiller la mise en oeuvre des mesures lors de la phase ultérieure de construction, constate la DB. Selon des sondages, 80% de la population est opposée au projet.